

De quels abus parle-t-on ?

Les Jeux paralympiques d'hiver 2018 se sont déroulés du 9 au 18 mars, simultanément à la session de printemps des Chambres fédérales. Le public suisse a fait connaissance du jeune valaisan Théo Gmür, triple médaillé d'or dans les disciplines de ski alpin. Son courage, sa ténacité, son bonheur après les épreuves forcent l'admiration.

Dans le même temps, sous la Coupole du Palais fédéral, il s'est trouvé une majorité de parlementaires pour couper dans les prestations complémentaires qui permettent aux handicapés de ce pays, aux personnes les plus faibles, de mener une vie digne, malgré le combat quotidien qu'elles mènent dans des conditions difficiles...

Comme si cela ne suffisait pas, les mêmes chambres fédérales ont mis en place un système de surveillance par détectives privés et autres drones pour débusquer les éventuels fraudeurs à l'assurance invalidité, au mépris de la vie privée de ces personnes. Si des contrôles sont nécessaires pour garantir une utilisation judicieuse et adéquate des assurances sociales payées par les contribuables sur le principe de la solidarité, est-il nécessaire de mettre en place une « chasse aux sorcières » qui, insidieusement, donne l'impression que les bénéficiaires sont tous des profiteurs ? Ce climat est hautement désagréable et malsain à mes yeux, car la grande partie des personnes qui dépendent de l'assurance invalidité sont honnêtes et vivent de manière très modeste.

Il est curieux et même révoltant de voir que les mêmes groupes politiques qui entreprennent de lutter avec vigueur contre les abus des plus faibles, refusent avec férocité tout contrôle fiscal supplémentaire et se battent pour sauvegarder le secret bancaire interne, sous prétexte que les citoyens fortunés sont honnêtes par essence et doivent bénéficier d'une confiance aveugle de la part de l'Etat... Cette attitude du « deux poids, deux mesures » est difficilement supportable et nuit à terme à la cohésion sociale.

Notre société développe une certaine tendance à évoluer vers le « chacun pour soi » ; notre système économique est ainsi fait que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Le rôle de l'Etat est de contrebalancer ce déséquilibre et de permettre à chacune et chacun de vivre dans la dignité. Si chaque habitant de ce pays se sent intégré, respecté et peut trouver sa place dans la société, la cohésion sociale indispensable à l'épanouissement de l'être humain et à la stabilité de la société est assurée, pour le bénéfice de tous. A l'opposé, si les plus faibles sont laissés pour compte et si les inégalités se creusent, la société court à la ruine, à l'instabilité, à la violence.

Josiane Aubert, ancienne conseillère nationale, la Vallée